



## Cultures & Conflits

29-30 | automne-hiver 1998  
Un nouveau paradigme de la violence

---

# Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 2)

Karin Renon

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/714>

DOI : 10.4000/conflits.714

ISSN : 1777-5345

### Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

### Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

ISSN : 1157-996X

### Référence électronique

Karin Renon, « Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 2) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/714> ; DOI : 10.4000/conflits.714

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Creative Commons License

---

# Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 2)

Karin Renon

---

- 1 La grève de la faim des prisonniers républicains
- 2 Sous le Direct Rule, la Grande-Bretagne avait introduit en 1972 le special category status pour les prisonniers accusés de crimes " politiques ". Ce statut fut ensuite supprimé en mars 1976 afin de criminaliser les activités paramilitaires. L'abolition allait de pair avec la fin de la politique d'internement par la libération en décembre 1975 des derniers prisonniers incarcérés sans procès, et l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation antiterroriste<sup>1</sup>. Les paramilitaires républicains tentèrent d'obtenir à nouveau la reconnaissance du caractère politique de leurs activités. Ainsi, en 1978, près de trois cents prisonniers logés dans le H-Block de la prison de Maze participèrent au blanket protest<sup>2</sup>, qui se radicalisa en un dirty protest mobilisant jusqu'à quatre cents prisonniers refusant de respecter les règles d'hygiène de la prison. N'obtenant aucune satisfaction, ils déclenchèrent une grève de la faim en 1980, qui dura cinquante-trois jours. Puis l'année suivante, une nouvelle grève de la faim fut entamée. En mai 1981, Bobby Sands mourut en prison à la suite de la grève qu'il avait commencée soixante-six jours avant. Lors des trois mois suivants, neuf autres grévistes de la faim trouvèrent la mort. Peu après, l'IRA mit fin à cette action vu l'" inflexibilité " du gouvernement britannique qui n'avait pas cédé sur la revendication principale des prisonniers républicains, le statut de prisonnier politique<sup>3</sup>.
- 3 La grève de la faim fut une expérience de grande portée pour le mouvement républicain. L'action des membres de l'IRA devint sacrifice, martyre pour la population, qui se solidarisa massivement avec eux. Une vague de solidarité apparut et, comme après l'internement, beaucoup de nouvelles recrues rejoignirent les rangs de l'IRA. Les National (Smash) H-Block Committees, au Nord et aussi au Sud, qui soutenaient les prisonniers, organisèrent des conférences, des défilés et d'immenses manifestations. Les médias leur accordèrent une grande attention, si bien qu'à l'époque on eu l'impression d'assister à un mouvement de masse.

- 4 Ce mouvement populaire fut pour le Sinn Fein l'occasion de s'engager dans une stratégie électorale. Il présenta Bobby Sands comme candidat pendant sa grève de la faim à des élections partielles, que celui-ci remporta avec une large majorité. Même si par la suite le Sinn Fein n'enregistra plus de tels succès, il obtint régulièrement autour de 10 % des voix dans les élections auxquelles il participa, au nord comme dans au Sud. Et, lors des élections précédant l'ouverture des négociations pour la paix en 1996, le Sinn Fein atteignit les 15 %. L'adoption d'une stratégie électorale fut un jalon important pour le Sinn Fein, et c'est donc depuis la grève de la faim que le mouvement républicain poursuit une double stratégie, qu'il agit By Ballot and Bullet, sur la voie incertaine de sa transformation en acteur politique.
- 5 L'Accord anglo-irlandais de Hillsborough
- 6 Le gouvernement britannique conclut avec la République d'Irlande un accord d'une grande importance lorsque le 15 novembre 1985, les premiers ministres des deux pays, Margaret Thatcher et Garret FitzGerald, signèrent à Hillsborough l'Accord anglo-irlandais (Anglo-Irish Agreement). Une première Conférence intergouvernementale eut lieu à Belfast le même mois, qui allait se réunir de manière régulière pour discuter d'affaires politiques, de sécurité, de justice et de la mise en place d'une coopération entre le Nord et le Sud. Les propositions émanant de Londres ou de Dublin avaient le même poids. Cela signifiait l'acceptation officielle du fait que la République d'Irlande avait un droit de regard légitime et un droit d'intervention au nord, notamment sur la situation conflictuelle. Un autre aspect important du Anglo-Irish Agreement était que le gouvernement britannique y témoignait de sa volonté d'accepter l'unification de l'Irlande dans le cas où une majorité au nord le souhaiterait, et qu'en retour, le gouvernement de la République acceptait de reconnaître que pour l'instant un tel souhait ne s'exprimait pas en Irlande du Nord.
- 7 Le droit de participation et d'ingérence ainsi accordé à l'Irlande fut fortement contesté par les protestants loyalistes. L'accord fut l'objet d'une discorde qui prit par moments une forme militante. Ainsi, deux jours après la signature, les quinze députés unionistes à Westminster démissionnèrent pour qu'aient lieu des élections partielles sur le thème de cet accord ; élections qui confirmèrent et améliorèrent même la position des loyalistes. En outre, il y eut de nombreux mouvements de protestation, dont, en mars 1986, un Day of Action qui rassembla les unionistes-loyalistes pour réclamer la suppression de l'Accord. Une pétition contre l'Accord, qui recueillit quatre cent mille signatures, amena le gouvernement britannique à remettre en cause le traité, à mettre en place des talks about talks entre les partis unionistes et le Secrétaire d'Etat, afin de rechercher une autre solution.
- 8 Un processus de paix fragile
- 9 Ces indications contextuelles peuvent contribuer à la compréhension de la complexité du terrain sur lequel est aujourd'hui implanté le processus de paix. Toutefois, ce dernier est quelque peu différent de toutes les tentatives politiques précédentes pour sortir du conflit, puisqu'il est caractérisé par un changement de vision. Il semble en effet justifié d'admettre que tout processus de paix doit nécessairement s'accompagner de changements de représentations politiques et culturelles, ce qui peut sociologiquement être conçu comme une reconstruction ou une redéfinition de la situation. Dans le cas de l'Irlande du Nord, cette redéfinition se manifesta notamment par des ouvertures faites par le mouvement républicain d'un côté, et par le gouvernement britannique de l'autre.

- 10 Du côté de l'Armée républicaine irlandaise, et surtout de son aile politique le Sinn Féin, l'intérêt accru, dès les années quatre-vingt, pour la participation aux élections, et une volonté plus générale d'exercer une influence sur le plan politique laissait paraître une certaine disposition à l'abandon de la violence.
- 11 L'ouverture qui était intervenue du côté des autorités britanniques était aussi importante. C'était la décision de passer d'une politique persistant à marginaliser et exclure a priori du champ politique tout acteur violent, à une politique d'inclusion qui laissait entrevoir une disposition au dialogue sous certaines conditions. Ces changements de vision ont, en effet, donné à l'actuel processus de paix, la possibilité de s'orienter vers de nouvelles perspectives. Toutefois, les ouvertures demeurent à présent en suspension, et leur non-réalisation doit certainement être considérée comme l'une des causes de l'impasse dans lequel se trouve aujourd'hui le processus de paix.
- 12 Le début du processus de paix jusqu'au cessez-le-feu
- 13 Le moment, auquel on fixe le début du processus de paix proprement dit, est en partie le fruit d'une décision qui reste quelque peu arbitraire. Si on le place en avril 1993, avec le dialogue entre John Hume et Gerry Adams<sup>4</sup>, le processus de paix en Irlande du Nord surprend par sa brièveté, par la rapidité avec laquelle est apparue la trêve des paramilitaires. Il a suffi d'un an et demi pour aboutir à la déclaration de cessez-le-feu, par les républicains le 31 août 1994, et par les loyalistes le 13 octobre 1994.
- 14 Un tel processus comprend évidemment une histoire officielle des négociations, des contacts officiels et publics. Mais, il ne faut pas omettre le rôle qu'ont pu jouer la diplomatie secrète, les contacts non avoués et, dans le cas de l'Irlande du Nord, les importants entretiens qui ont eu lieu entre des individus-clé, notamment entre Hume et Adams. Le succès de leurs discussions politiques officielles contraste avec l'échec de la dernière initiative politique officielle britannique, qui a débuté en janvier 1990, et s'est péniblement prolongée pendant un an et demi, pour aboutir à la mi-juin 1991 à des négociations entre les partis politiques nord-irlandais à Belfast. Ces négociations, interrompues après deux semaines, ont été relancées sans succès jusqu'en novembre 1992. La dynamique du développement du processus de paix actuel a cependant une autre source : les discussions officielles entre les deux leaders politiques nord-irlandais, à la lisière du champ politique institutionnel, entamées en 1988, renouvelées au printemps 1993.
- 15 L'échange d'idées entamé le 11 janvier et le 5 septembre 1988 se solda par un échec. A cette époque, Adams n'adhérait pas au raisonnement de Hume qui lui avait présenté un scénario politique : se référant à l'Accord anglo-irlandais de Hillsborough, il supposait que le gouvernement britannique adopterait une position plutôt neutre en ce qui concernait la " question nationale ", et ne s'opposerait pas à une réunification de l'Irlande. Dans cette optique, l'obstacle principal à la réunification n'était pas tant le gouvernement britannique que l'IRA elle-même. Car celle-ci, par ses actes de violence, contraignait la Grande-Bretagne à adopter une position défensive, ce qui l'empêchait de devenir une alliée, en vue d'une " unification consensuelle ". Quelques années plus tard, le Sinn Féin accepta les grandes lignes de ce raisonnement. Une publication importante de février 1992, intitulée *Towards A Lasting Peace in Ireland*, témoigna de l'évolution et on a eu tendance à en déduire que le mouvement montrait une certaine disposition à mettre fin à la violence.

- 16 En avril 1993, l'échange de lettres et les discussions entre John Hume et Gerry Adams reprirent. Un dialogue personnel et non officiel s'établit alors entre les deux leaders politiques, qui peut être considéré comme le premier pas vers le cessez-le-feu. Il s'est poursuivi plusieurs mois et a eu un retentissement considérable auprès du public. En septembre 1993, les deux politiciens parvinrent à formuler un ensemble d'importantes réflexions et une série de propositions communes, réunies dans ce qu'on appelle le Hume-Adams Document. Ils le transmirent au seul gouvernement de la République d'Irlande le 25 septembre 1993.
- 17 Le document énonçait un certain nombre de conditions dont la réalisation pouvait mener à ce que l'IRA mette fin à sa campagne de violence. Il contenait également des principes au sujet de la " question nationale " sur lesquels les deux leaders étaient tombés d'accord. Ils affirmaient que toute l'Irlande avait un droit à l'autodétermination, mais également que l'exercice de l'autodétermination était une affaire d'entente entre les habitants de l'Irlande et qu'un nouvel accord ne pouvait être atteint et s'avérer viable que s'il recueillait et jouissait de l'allégeance des diverses traditions existant dans l'île.
- 18 Trois mois plus tard, le 15 décembre 1993, la Downing Street Declaration fut signée conjointement par le Premier Ministre britannique John Major et son homologue irlandais Albert Reynolds. Elle faisait largement écho aux propositions de Hume-Adams, sans pourtant s'y référer explicitement. Dans cette Déclaration, les deux gouvernements affirmaient vouloir exercer en commun la responsabilité de trouver une solution pacifique aux problèmes nord-irlandais. Ils y reconnaissaient le droit à l'autodétermination de la province, mais affirmaient en même temps le principe de l'accord des deux communautés, ainsi que le fait que le consentement de la majorité était nécessaire pour décider du statut constitutionnel de l'Ulster<sup>5</sup>. Le point majeur de la Déclaration est toutefois que, pour la première fois, les deux gouvernements y déclaraient officiellement vouloir admettre le Sinn Fein à la table des négociations aussitôt que l'IRA aurait renoncé à son action violente ; ils envisageaient donc publiquement des " discussions directes " avec le Sinn Fein.
- 19 Le Sinn Fein demanda au gouvernement britannique d'apporter des clarifications sur le texte. Parallèlement, Gerry Adams chercha à convaincre le mouvement républicain de l'existence d'une véritable possibilité de poursuivre les objectifs nationalistes d'une manière plus efficace par la voie politique. Comme il l'a exprimé lui-même : " Le potentiel existe pour un règlement négocié ". L'état-major de l'IRA resta toutefois divisé, et la trêve ne fut acceptée par certains de ses membres que comme un essai pour six mois. Le 31 août 1994, l'Armée républicaine irlandaise déclara un cessez-le-feu, une " totale cessation de la violence ", et " la fin complète des activités de ses unités ". Et quelques semaines plus tard, le 13 octobre 1994, les paramilitaires loyalistes les suivirent, en annonçant également une trêve par la voix de leur " commandement unifié ", le Combined Loyalist Military Command.
- 20 Les difficultés rencontrées après le cessez-le-feu
- 21 La situation sous-tendant la trêve restait toutefois déchirée, ce qui se manifesta dans la suite du processus de paix. Si, sous l'angle du maintien de la sécurité et du recul de la violence, on peut effectivement parler d'un processus de paix quasiment réussi en Irlande du Nord, ce qui est tout du moins vrai jusqu'au 9 février 1996, il est cependant plus difficile d'affirmer cela des négociations sur la restructuration politique immédiate et sur l'avenir à long terme de la région. Les différents partis politiques ne se sont installés

autour de la table de négociations que le 10 juin 1996, presque deux ans après le cessez-le-feu dans la province, et bien qu'il eût été officiellement prévu de commencer la négociation trois mois après l'arrêt définitif des violences. En dépit d'une activité soutenue, d'une multitude de contacts et de rencontres entre tous les acteurs impliqués pendant ces deux ans, ceux-ci en sont pourtant restés à des rencontres bilatérales préliminaires, portant notamment sur les modalités des pourparlers. Le début de la négociation fut sans cesse reporté avec des arguments toujours différents, des obstacles étant dressés les uns après les autres. Pourquoi ce délai, ce continuel ajournement, ces difficultés ?

- 22 Le premier obstacle fut constitué par la formulation même du cessez-le-feu de l'IRA. Ainsi, plusieurs mois s'écoulèrent avant que Londres n'accepte de considérer la fin complète des activités, selon la formulation officielle de l'IRA, comme un cessez-le-feu " permanent ", terme sur lequel insistait le gouvernement britannique. Ce dernier avait pendant deux mois cherché à obtenir du mouvement républicain la garantie que le cessez-le-feu de l'IRA signifiait vraiment la fin définitive des hostilités. Le 21 octobre 1994, John Major se déclara satisfait, et annonça que des pourparlers, auxquels le Sinn Fein serait invité à participer, pourraient commencer avant la fin de l'année<sup>6</sup>.
- 23 Toutefois, il fallait d'abord attendre la publication des Frameworks for the Future qui devaient servir de base aux futures négociations. Ce n'est que le 22 février 1995 que ce texte, dense et complexe, tiré à plus de six cent mille exemplaires, fut effectivement publié. L'accord-cadre se composait de deux documents<sup>7</sup> et était signé par John Major et John Bruton, ce dernier ayant succédé à Albert Reynolds. Les gouvernements britannique et irlandais proposaient donc un plan commun pour l'avenir de l'Ulster. Ce document de travail se proposait d'établir les lignes directrices des discussions à venir, mais ne voulait pas prescrire de solution. L'esprit des joint framework documents était en fait que rien ne serait imposé sans négociation préalable, et que tout résultat devait avoir l'approbation et le consentement de la population nord-irlandaise.
- 24 L'ouverture effective des discussions fut cependant à nouveau reportée, parce que le gouvernement britannique exigeait que les organisations paramilitaires déposent leurs armes avant de passer à la table des négociations. L'exigence de decommissioning a toutefois été rejetée par l'IRA, pour qui son désarmement devait faire partie des négociations elles-mêmes, et qu'il était nécessairement lié à la question d'une démilitarisation générale de l'Ulster. L'affaire demeura sans issue jusqu'au début de l'année suivante. L'intervention du Président des Etats-Unis fut cruciale pour débloquer la situation. En effet, Bill Clinton insista avec force auprès de John Major et lui demanda de mettre en place une commission internationale chargée de trouver une solution.
- 25 Lors de sa visite officielle à Londres, à Dublin et en Irlande du Nord (29 novembre- 1er décembre 1995), Bill Clinton s'engagea dans une campagne très médiatisée. Il fut applaudi dans les quartiers catholiques, de même que dans les quartiers protestants, rencontra les représentants des diverses tendances du conflit, et serra la main à Gerry Adams en public. Sa visite<sup>8</sup> apparut comme un événement qui donnait une impulsion considérable à la situation nord-irlandaise. Avec le travail de la Commission internationale, elle montre l'atout que représente la présence d'acteurs extérieurs dans une situation conflictuelle, et l'importance du rôle d'intermédiaire qu'ils sont à même d'y jouer.
- 26 La Commission internationale, composée de trois personnalités, commença son travail le 15 décembre 1995 sous la présidence de l'ancien sénateur américain George Mitchell, qui agissait en tant qu'envoyé spécial de Bill Clinton. Elle avait pour mission de proposer une

solution au problème des armes des paramilitaires, et à la fin de janvier 1996 suggéra de mener négociations et remise des armes en parallèle, de telle sorte que le decommissioning ne soit plus une condition préalable aux négociations, mais que les armes des paramilitaires soient rendues au cours de leur progression.

- 27 Acceptant d'une manière générale les conclusions de la commission, le Premier ministre britannique proposa toutefois de tenir des élections en Irlande du Nord, au printemps, pour déterminer la composition du groupe d'interlocuteurs qui participerait à des négociations. L'idée de tenir ainsi des élections, en arguant de la nécessité de détenir un mandat démocratique, avait été par le passé une revendication constante du parti unioniste à Westminster, et relançait le débat sur la dépendance de John Major à l'égard des voix unionistes, et sur la nécessité pour lui de composer dans ses démarches, avec l'attitude de refus qu'affichaient les députés unionistes<sup>9</sup>. En effet, l'attitude des unionistes à l'égard du cessez-le-feu de l'IRA et de la perspective de voir le Sinn Fein à la table des négociations avait d'emblée été négative, qu'il s'agisse du DUP de Ian Paisley ou de l'OUP, qui avait entre-temps mis à sa tête un leader plus radical, David Trimble.
- 28 L'acte terroriste de l'IRA<sup>10</sup> à Londres, le 9 février 1996, doit être replacé dans cette perspective. Plusieurs autres attentats à la bombe ont encore eu lieu depuis à Londres et ailleurs en Grande-Bretagne. En revanche, le cessez-le-feu continua à être respecté pendant des mois en Irlande du Nord. Cette reprise ambiguë des activités terroristes semble être l'expression de dissensions internes à l'IRA, et doit peut-être aussi s'entendre comme un avertissement à l'adresse des politiciens britanniques. En tout cas, Londres et Dublin exigèrent de l'IRA, la déclaration d'un nouveau cessez-le-feu comme condition de la participation du Sinn Fein aux négociations. Depuis, l'Irlande du Nord se trouve dans une situation de trêve incertaine, que l'arrivée de Tony Blair aux affaires pourrait néanmoins stabiliser.
- 29 Ouverture effective des pourparlers et temps des hostilités
- 30 Le gouvernement britannique a donc soumis, au début 1996, un calendrier liant explicitement la tenue d'élections générales en Ulster et les négociations qui devaient lui faire suite. Les élections se sont déroulées le 30 mai 1996, avec pour objectif d'établir des mandats démocratiques à ceux qui allaient s'asseoir autour de la table des négociations<sup>11</sup>. Les discussions officielles ont pu débuter effectivement le 10 juin 1996 à Belfast. Cependant, le Sinn Fein n'a pas été invité à y participer. Dès lors, se pose la question de la source de la légitimité politique de sa participation au processus même de sortie de la violence : s'agit-il de son mandat démocratique ou de la cessation des violences ?
- 31 Les discussions pour la paix se sont déroulées difficilement pour d'autres raisons encore. Deux mois après son ouverture, la conférence n'avait pas encore réussi à se donner un ordre des négociations. Les discussions étaient bloquées par des disputes sur des questions de procédure, apparues dès le début, et soulevées par les unionistes loyalistes, hostiles notamment à ce que la question du statut constitutionnel de l'Irlande du Nord soit incluse dans la négociation. Au cours de l'année suivante, la situation n'évolua pas beaucoup, les rares sessions restant dominées par des questions de procédure et d'agenda, et par le problème du decommissioning.
- 32 Depuis, les heurts entre les populations catholique et protestante avec la police et l'armée britannique se sont renouvelés. Les hostilités ont comme auparavant réapparu à l'époque de la marching season, en juillet 1996, la saison des défilés orangistes. A Portadown, l'interdiction donnée à l'Ordre des Orangistes de faire passer son cortège par un quartier



catholique fut suivie par plusieurs journées de protestations et d'émeutes des protestants contre la police et les troupes. Les autorités réagirent en revenant sur leur décision, ce qui déclencha en retour de sérieuses émeutes du côté catholique, qui s'étendirent pendant quelques jours à plusieurs autres villes nord-irlandaises. Le leader unioniste David Trimble, à la tête du défilé orangiste, avait invoqué le " traditional right to march this month " et l'" age-old birthright of the Protestant majority " d'agir ainsi.

### 33 Culture politique

34 Le moment est venu d'aborder le deuxième versant de notre étude. Nous nous proposons tout d'abord d'analyser quelques aspects caractéristiques de la culture politique nord-irlandaise. Cette analyse permet non seulement d'approfondir la compréhension de la situation conflictuelle en Ulster, mais encore de voir que la culture politique se présente aussi comme un enjeu dans le processus de paix, dans la mesure où l'avenir de la province dépendra à long terme de la possibilité que se développent de nouvelles perspectives politiques en Irlande du Nord et que soient surmontés certains traits de son ancienne culture politique. Notre but n'étant pas d'étudier celle-ci dans son ensemble, nous nous limiterons ici à deux de ses aspects. Nous nous interrogerons d'une part sur le statut de la violence dans ce pays, et d'autre part sur la forme de son espace public, tout en retenant que les deux aspects apparaissent dans le cadre global d'une société démocratique de type occidental.

### 35 Le statut de la violence en Ulster

36 La violence a revêtu des formes diverses en Irlande du Nord au cours des vingt-cinq dernières années. Elle diffère dans ses moyens et ses objectifs, et ne représente sous aucun angle, un phénomène homogène et net. Les actions terroristes de l'IRA ne ressemblent pas à la pression politique des loyalistes exercée par la grève générale, assortie de violences et de menaces. Elles sont différentes aussi des émeutes qui éclatent dans les quartiers entre les populations catholiques et protestantes, ou encore de leurs affrontements avec les forces de l'ordre. La violence des assassinats sectaires se compare mal avec celle qui règne derrière les barricades qui ferment l'accès à la police et à l'armée. Comment comparer la violence dégagée par le sacrifice du gréviste de la faim qui meurt, et celle qu'engendre une politique comme l'internement, assimilée à l'incarcération arbitraire et partisane ? Et la peur et l'intimidation sont-elles des ingrédients de la violence de même nature que la suspicion et l'absence de confiance ? La violence ne s'analyse pas en termes uniquement physiques, elle présente des dimensions et un impact psychologiques, médiatiques, publicitaires ou encore moraux. Mais, si l'on ne peut pas mettre les divers usages de la violence sur un même plan, ils ont cependant en commun, en Irlande du Nord, d'être fondés sur des motivations politiques. Dans la culture politique nord-irlandaise, la violence, premièrement, se dit motivée politiquement, et deuxièmement, est fortement intriquée dans la vie de la société. Elle n'est pas une manifestation importée de l'extérieur, elle est interne, et touche à des dimensions centrales de la vie politique et sociale.

### 37 La violence politique

38 Les organisations paramilitaires en Irlande du Nord ont justifié leurs pratiques violentes par des fins non seulement " politiques " mais aussi légitimes, distinctes de celles des actes criminels ordinaires. L'impressionnant mouvement de contestation des prisonniers républicains incarcérés dans le H-Block de la prison de Maze avait eu pour objectif d'obtenir à nouveau la reconnaissance du " statut de prisonnier politique ". Pour les



protagonistes, le recours à la violence est conçu comme légitime dans la vision qu'ils ont de leur rôle, et dans leur subjectivité. Ainsi, que leur violence soit politique et légitime fait partie de leur identité. Ceci apparaît clairement dans les écrits des républicains ainsi que dans ceux des paramilitaires loyalistes. L'utilisation de la violence est légitimée d'autant plus qu'elle s'appuie sur la mémoire historique et dispose d'une charge mythique renvoyant à un passé héroïque.

- 39 Si l'usage de la violence est considéré comme politique, c'est aussi parce qu'il poursuit des objectifs identiques ou tout du moins extrêmement proches de ceux des partis qui siègent au Parlement. Ce phénomène de dédoublement politique est un trait caractéristique de la culture politique de l'Irlande du Nord, et avait déjà été le cas pour l'Irlande. Chaque camp a son expression parlementaire modérée et son expression radicale par la force physique, qui entrent en compétition, s'affirmant l'une et l'autre comme légitimes, soit contre l'Etat, soit pour le défendre. A l'Etat revient, sous cet angle, une position centrale. Cela soulève la question de la légitimité politique. Qui décide si les mécanismes politiques existants sont adéquats ou non ? Par exemple, l'utilisation d'une violence légitime par les forces de police en Irlande du Nord s'est heurtée à la méfiance et au reproche de partialité. Dans de telles circonstances, la question de la légitimité politique se pose en Irlande du Nord avec la plus grande acuité et rejoint les réflexions actuelles sur les transformations de l'Etat national.
- 40 Le soutien dans la population
- 41 A ce statut politique de la violence en Irlande du Nord, s'ajoute sa place dans la vie sociale. Dans l'analyse du phénomène paramilitaire nord-irlandais, il faut en effet souligner le soutien dont jouissent les paramilitaires au sein de la population. Ceci est vrai des deux côtés, républicain et loyaliste. Même si l'on peut tout de suite noter que cela n'a pas été sans pressions et efforts d'intimidation de la part des paramilitaires, et que ce support n'est nullement inconditionnel, qu'il recule devant l'atrocité de certains actes, il est toutefois rare que les paramilitaires soient dénoncés par des habitants de leurs quartiers. Et, c'est cette connivence, qui permet aux paramilitaires de continuer à se percevoir comme les membres d'une organisation légitime exerçant des activités justifiées.
- 42 Ce support est amplifié et renforcé par son caractère de proximité. C'est-à-dire qu'on relève souvent une nature quasiment héréditaire de l'engagement : il se fait de père en fils, et l'on peut dire qu'il fait partie de la " carrière " terroriste, au sens où l'emploie Howard Becker. Cela confère un caractère familial ou de contiguïté à l'engagement de l'individu. Le paramilitaire fait pour ainsi dire partie de la population dans son propre quartier, où il s'enracine. Ce caractère de proximité est accentué et renforcé par le fait que la violence est assez circonscrite géographiquement, limitée à des quartiers traditionnellement ségrégués.
- 43 Les acteurs de la violence sont donc intriqués dans la société du fait de l'appui qu'ils y reçoivent. Cette insertion dans la population leur a permis de s'emparer d'un rôle supplémentaire : ils ont pu se présenter comme les défenseurs et les protecteurs des personnes ordinaires de leurs communautés respectives, ce qui a été facilité par la polarisation et la militarisation de la situation. Par exemple, une grande partie des peurs, qui ont dominé l'année 1969, doit beaucoup à l'imagination appuyée sur la mémoire collective, cependant parfois irrationnelle et incontrôlée, qui fit redouter aux protestants une insurrection catholique, tandis que les catholiques pensaient que les protestants viendraient les tuer. Le rôle de protecteurs et de défenseurs qu'ils revendiquent permet

aux paramilitaires de justifier leur violence, instaurant en cela, une relation dans laquelle ils se renforcent mutuellement, et d'où provient souvent l'escalade de la violence. Et, plus particulièrement, nous avons vu l'importance de ce rôle de protecteur à l'origine de l'émergence de l'IRA " provisoire " dans le conflit nord-irlandais et de son implantation dans les quartiers.

- 44 Le caractère commun et de proximité est encore renforcé du fait qu'il ne s'agit pas d'une frange criminelle de la société, de personnes recrutées dans des milieux marginaux. La plupart des acteurs, au départ, avaient un casier judiciaire vierge, comme le montrent des études menées sur les membres paramilitaires en Irlande du Nord. Il ne s'agit pas non plus de personnes présentant des pathologies ou atteintes de déséquilibres psychiques. Si l'on reprend des variables classiques de la sociologie, on peut esquisser le portrait qui suit : les organisations paramilitaires puisent leurs recrues avant tout dans le milieu ouvrier, parmi les jeunes de sexe masculin. Pour ces personnes, souvent issues d'un milieu défavorisé et précaire, l'engagement dans des groupes paramilitaires et le fait d'être violent leur confèrent un statut, une respectabilité dans la communauté et façonnent quasiment un mode de vie.
- 45 En somme, on se trouve en présence d'un cercle vicieux : la violence fonde l'adoption d'un rôle protecteur, qui confère à une légitimité et à un soutien au sein de la population. Une force paramilitaire rend son adversaire indispensable<sup>12</sup>. La condition de cet enchaînement est l'absence de confiance, à l'égard de la police, mais aussi de l'autre communauté. La police est considérée soit comme partielle, soit, du côté loyaliste, comme insuffisante. De même, il y a un manque de confiance, y compris entre les membres d'une même communauté. Un unioniste modéré est un traître potentiel pour un loyaliste. Chez les populations catholiques et protestantes, cette absence de confiance se fonde, comme nous l'avons vu, sur la peur. Ce fond est sous-jacent au maintien et au développement de la violence.
- 46 Le statut de la violence dans la culture politique de l'Ulster est donc double. Elle est légitime en tant qu'elle dit poursuivre un but politique. Elle est également légitimée par son rôle pratique, à savoir la défense et la protection des populations. Ces objectifs, politique et pratique, sont tous deux centraux dans la vie de la population en Ulster, aussi bien du côté catholique que du côté protestant.
- 47 La forme de l'espace public en Irlande du Nord
- 48 Une autre caractéristique importante de la culture politique de l'Irlande du Nord est la nature spécifique de sa démocratie. Tout en étant formellement très proche des systèmes démocratiques des autres pays occidentaux, elle s'en différencie pourtant. La vie politique en Irlande du Nord a été marquée par un fort immobilisme, ceci, parce que le Parti unioniste l'emportait continuellement à chaque élection avec une très large majorité. Mais, la raison plus profonde de cet immobilisme était la forme qu'avait pris l'espace public dans la province, caractérisé par sa fermeture, voire par son absence. Et, s'il existait formellement sur le plan institutionnel, son existence doit être mise en doute, quand on considère l'espace public comme le lieu des processus de communication et du débat dans une société. En Irlande du Nord, ce débat public était quasiment absent, tant il était étouffé par la " question nationale " qui le dominait.
- 49 Démocratie formelle sans espace public
- 50 La prééminence de la " question nationale " explique que le champ politique idéologique ne se soit pas construit autour d'une opposition de type droite-gauche, mais d'une

division entre ceux qui étaient " loyaux " et ceux qui étaient " déloyaux " envers l'Etat nord-irlandais, entre les unionistes et les nationalistes. Cette division nationale, ressentie comme primordiale, a continué de l'être au cours des décennies suivantes. Invoquer ici des pesanteurs historiques ne saurait suffire. Il faut aller en chercher la raison dans la place primordiale que la question nationale a pu occuper dans l'espace public, et la fonction idéologique, à la fois réductrice et intégratrice qu'elle a pu y exercer.

- 51 Sous sa forme de réducteur, la question nationale s'est surimposée aux autres problèmes de la société. Au-delà du poids prédominant de la " question nationale " au sein d'un ensemble d'arguments, la plupart des problèmes, sociaux, économiques ou autres étaient transformés de telle sorte que la " question nationale " y apparaissait comme la dimension première et principale. Elle devenait l'aspect fondamental du problème considéré et s'imposait comme l'unique grille de lecture légitime. Ceci avait évidemment comme conséquence grave que les autres aspects de la vie politique et sociale perdaient leur autonomie dans l'espace public et n'étaient plus discutés dans leurs propres termes, entraînant un fort appauvrissement du débat public, ainsi qu'une limitation de la capacité de la société à aborder et à résoudre ses différents problèmes. Tout problème économique, politique, social ou encore culturel, notamment lorsqu'il était d'importance, risquait de se voir transformé en un problème identitaire national, se posant donc en termes de loyauté ou de déloyauté envers l'Etat. La " question nationale " imposa sa logique d'argumentation, et étouffa donc de cette façon la discussion sur d'autres problèmes intérieurs de la société ulstérienne.
- 52 La problématique nationale renforça aussi la cohésion respective de chaque communauté. Unionistes et nationalistes continuaient à être les acteurs centraux dans la société nord-irlandaise, grâce à la " question nationale " qui leur servait de thème d'intégration principal et jouait un rôle efficace pour prévenir d'éventuels fractionnements internes, voire l'éclatement. En mettant l'accent sur la distance qui séparait prétendument les populations catholiques et protestantes en Ulster, les dissensions internes à chaque groupe étaient gommées, avec pour conséquence que le choix national l'emportait sur les autres divergences.
- 53 Le rôle de ce mécanisme se reconnaissait facilement dans la vie politique par exemple. Le thème intégrateur de la " frontière " jouait à plein lors de chaque élection et faisait obstacle à tout débat public. C'était en effet la seule question véritablement posée, et le fait de voter devenait un simple test de loyauté. Les partis ne proposaient dans leurs plates-formes électorales aucun programme, ni social, ni économique. Les élections devenaient assimilables à un référendum portant invariablement sur la même question : la constitution, le problème de la partition. Vilfr à lui seul edo Pareto a souligné l'importance pour une démocratie que ses élites soient ouvertes et circulent avec aussi peu d'entraves que possible. L'exemple de l'Irlande du Nord nous incite à ajouter qu'il est peut-être également important pour une démocratie d'assurer l'ouverture et la circulation de ses thèmes électoraux.
- 54 Le pouvoir politique unioniste fut ainsi assuré, et sa pérennité encore soulignée par les mandats consécutifs des Premiers ministres ; pendant quarante ans, l'Irlande du Nord ne changea de Premier ministre qu'une fois. Et, au parlement de Stormont, qui comportait au total cinquante-deux sièges, le Parti unioniste, d'élection en élection, en recevait toujours entre trente-cinq et quarante-deux, tandis que le nombre des sièges nationalistes et républicains additionnés oscillait entre huit et douze<sup>13</sup>. L'écart entre les deux formations politiques principales du pays était si important qu'il procurait aux

unionistes une solide garantie de disposer en permanence de la majorité absolue, aussi longtemps que la question nationale demeurerait le seul enjeu, donc que le thème électoral resterait le même.

- 55 On pourrait ainsi conclure que les deux mécanismes, réducteur et intégrateur, ont ensemble dessiné un espace public si fortement amoindri et intégré dans une problématique identitaire nationale, que l'on pouvait parler de sa quasi-absence comme d'un trait singulier de la culture politique nord-irlandaise. Il y avait absence de débat public, une situation figée dominée par un seul et même thème, invariablement accompagné des mêmes réponses. La dichotomie nationale fondait ainsi l'immobilisme et maintenait une culture politique, qui dans son esprit, était avant tout défensive.
- 56 Revenir à la partie précédente

## NOTES

1. The Prevention of Terrorism (Temporary Provisions) Bill de mars 1976.
2. Ils refusèrent de revêtir l'uniforme réglementaire des prisonniers et s'enveloppèrent dans les draps de leur lit.
3. Le gouvernement britannique leur accorda néanmoins des prérogatives liées à ce statut spécial une fois la grève arrêtée officiellement, notamment le droit de porter leurs propres vêtements, de s'associer librement et d'être logés ensemble, ainsi que de recevoir des visites hebdomadaires.
4. Le premier interlocuteur, John Hume, est le leader du SDLP, le Parti social-démocrate et travailliste, qui est le principal parti catholique modéré en Irlande du Nord ; il est également député nord-irlandais au Parlement européen. Le second, Gerry Adams, est le leader du Sinn Féin, parti politique légal, mais exclu du champ politique officiel en tant qu'aile politique et porte-parole de l'IRA.
5. C'est cela même qu'on appela désormais le " veto protestant ".
6. Rapidement aussi des divergences sont apparues entre les gouvernements britannique et irlandais. Le gouvernement irlandais, voulant mettre à profit la dynamique engendrée par le cessez-le-feu, établit le 28 octobre 1994 le " Forum for Peace and Reconciliation " à Dublin, auquel participa le Sinn Féin, mais d'où étaient absents des représentants du gouvernement britannique et les protestants du Nord. Les deux principaux partis unionistes de l'Ulster, l'Official Unionist Party (OUP) et le Democratic Unionist Party (DUP), avaient refusé d'y participer. Les discussions du Forum pour la paix et la réconciliation ont eu une valeur avant tout symbolique en mettant au jour la participation du Sinn Féin.
7. Le premier, intitulé A Framework for Accountable Government in Northern Ireland, traite des institutions politiques décentralisées (devolution) à mettre en place en Ulster qui garantiront un gouvernement sur une base juste et équitable. Le deuxième document, intitulé A New Framework for Agreement, traite de la manière dont les relations sur l'île irlandaise et entre les îles pourraient être fondées sur la coopération et l'entente pour le profit mutuel de tous.

8. Il est vrai que cette intervention dans le processus de paix correspond aussi à une stratégie électorale pour les Américains, ainsi qu'à leur politique d'intervention à l'étranger.

9. En effet, le parti unioniste envoie neuf députés à la Chambre des Communes de Westminster. Puisque le gouvernement de John Major n'y dispose que d'une courte majorité de deux ou trois voix, il dépend alors dans une large mesure de leur soutien.

10. L'Armée républicaine posa une lourde charge d'explosifs dans les " docks " de Londres, dont l'explosion coûta la vie à plusieurs personnes, fit de nombreux blessés et causa des dégâts matériels importants

11. La participation à ces élections s'éleva à 64,5 %. La majorité des voix alla aux quatre plus grands partis de la façon suivante :

Official Unionist Party (OUP) 24,2 182 000

Social Democratic and Labour Party (SDLP) 21,4 161 000

Democratic Unionist Party (DUP) 18,8 141 000

Sinn Fein 15,5 116 000

12. Formulée clairement par Andie Tyrrie, le leader de l'Ulster Defence Association (UDA) :

" Nous avons besoin d'une guerre pour nous rassembler et nous donner une identité commune ". Cité par Elizabeth Picard, " De la domination du groupe à l'invention de son identité " in D.-C. Martin (ed.), Cartes d'identité, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 152.

13. Un trait caractéristique de cette situation politique immobile et d'un espace public absent était le nombre élevé de sièges remportés à tous les niveaux sans compétition électorale préalable. En effet, un seul candidat se présentait, et souvent sans même faire de campagne, gagnait automatiquement dans sa circonscription. Presque la moitié des sièges unionistes aussi bien que nationalistes n'étaient pas disputés en Ulster.

## INDEX

**Index géographique** : Irlande du Nord

**Mots-clés** : gestion de conflits, sortie de conflits

**Index chronologique** : 1990 - 2000

**organismes** Irish Republican Army (Provisional), Sinn Fein